



Déclaration de la « Coalition multi-acteurs pour la lutte contre la désinformation et les discours haineux lors des élections au Cameroun », Juin 2025

Nous, membres de la Coalition multi-acteurs pour la lutte contre la désinformation et les discours haineux lors des élections au Cameroun, acteurs des médias, de la société civile et acteurs socio politiques, juristes, universitaires,

Rappelant que le Cameroun est un État partie à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et à la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance,

Rappelant que le Cameroun, par sa Constitution en ses articles 2 & 3, consacre la souveraineté nationale comme appartenant au peuple et stipulant que les partis et formations politiques doivent respecter les principes de la démocratie, de la souveraineté et de l'unité nationale,

Conscients que les prochaines échéances électorales sont un rendez-vous déterminant entre le peuple camerounais et son histoire;

Conscients que la dialectique des idées et la confrontation des idéologies politiques dans le respect doivent faire partie du jeu politique et de l'édification de l'opinion public pour la promotion de la démocratie,

Conscients que la paix et la cohésion sociale sont une dimension essentielle pour la développement durable du pays pour lesquelles tous les maillons de la société doivent activement s'engager,

Réaffirmons que la pluralité des médias et la démocratisation de l'utilisation des réseaux sociaux favorisent la promotion de la liberté d'exprimer ses opinions et ses convictions, et par conséquent ouvrent les possibilités au débat public de s'enrichir des points de vue d'une plus grande majorité

Constatons depuis le début de cette année une montée vertigineuse des messages à caractère haineux et tribal incitant parfois à la violence, et une propagation accrue des fausses informations

Constatons que des professionnels de médias, sacrifiant les principes et la déontologie qu'imposent l'exercice de leur profession, participent pleinement et sans crainte à des stratégies de manipulation de masse et d'incitation à la haine et à la violence intercommunautaire

Tirons la sonnette d'alarme sur les menaces sur la paix et la cohésion sociale que représentent la montée en puissance des discours haineux et la prolifération des fausses informations dans

des médias et sur les réseaux sociaux à quelques mois des échéances électorales. Ces menaces participent à créer un climat malveillant s'infiltrant dans le débat public et façonnant négativement l'opinion publique sur les enjeux sociopolitiques et sur le devenir démocratique de notre pays le Cameroun.

Rappelons qu'en cultivant le rejet de l'autre et la méfiance envers ceux qui sont différents, met en péril la paix nationale. Les expériences passées d'ici et d'ailleurs ont prouvé que la désinformation et la propagation des discours haineux minent la confiance entre citoyens, citoyens/État et font courir le risque de violences verbales, voire physiques, sur fond d'élections.

Interpellons la communauté nationale et internationale à la montée dangereuse des discours haineux et des fausses informations, qui menacent les fondements de la construction d'un Etat démocratique et uni.

En effet, depuis plusieurs mois, nous observons que la propagation des discours haineux et de la désinformation prend plusieurs visages et se caractérise à plusieurs dimensions :

- La fabrication ou la manipulation de correspondances/communiqués, messages, images/vidéos se partagent en masse sous forme de rumeurs virales dans les médias et les réseaux sociaux.
- L'utilisation des titres et contenus intentionnellement trompeurs; la diffusion de sondages falsifiés pour influencer l'opinion et l'usurpation d'identité via des faux comptes en ligne
- La manipulation intentionnelle et la déformation subtile dans l'interprétation de l'histoire et des lois
- La vulgarisation de mots et noms d'emprunts visant à stigmatiser des communautés et des individus sur la base de leur appartenance ethnique/communautaire et de leurs choix idéologiques
- Les confrontations verbales entre partisans de différents bords politiques se transforment en insultes, calomnies, diffamation à outrance et menaces qui ne façonnent pas l'opinion publique de manière épistémique.
- La propagation des discours haineux et des fausses informations fait partie des stratégies de manipulation de masse, savamment orchestrées par des agents dans l'ombre pour des raisons inavouées.

Ces contenus fallacieux qui circulent très souvent sans exercice préalable de vérification grâce aux partages de personnalités publiques et influenceurs web, attisent les peurs, l'angoisse et les rivalités dangereuses. Les discours de haine et les clichés ethniques qui circulent en parallèle sans filtre contribuent à monter les groupes les uns contre les autres. Là où dialogue et tolérance devraient prévaloir, on assiste dorénavant à la polarisation des tensions.

Face à ce constat alarmant, pour éviter d'amplifier davantage la fracture sociale, nous appelons solennellement à la responsabilité collective de tous les acteurs en formulant les recommandations suivantes :

- Aux autorités : Renforcer et appliquer strictement, équitablement et sans discrimination les sanctions prévues par la réglementation en vigueur contre tout acteur de discours de haine, d'incitation à la violence et de diffusion d'information et les contenus faux en ligne en garantissant la transparence et la promotion des libertés publiques ainsi que le respect des droits de l'Homme.

Le gouvernement est donc invité à trouver des moyens de favoriser la paix et le dialogue inclusif lors des élections, sans recourir à des mesures restrictives telles que la coupure d'Internet, des arrestations arbitraires, des violations des droits de l'Homme, qui ont un impact négatif sur la liberté d'expression et l'accès à l'information.

- Aux médias et journalistes : Redoubler de rigueur dans le contrôle de l'information et refuser de relayer des contenus non fondés ou sensationnalistes. S'engager à respecter les codes d'éthique qui prohibent la diffusion des fausses informations, des stéréotypes et de préjugés tout en évitant des débats clivants pouvant exacerber des tensions sociopolitiques et communautaires. Favoriser un journalisme de paix, qui forme et informe sans attiser les conflits.

- Aux partis politiques et responsables : s'abstenir de nourrir les divisions; Ayez le devoir de véhiculer des messages apaisants et de travailler pour la transparence plutôt que pour l'envenimation du débat. Ne pas céder aux pièges des campagnes de manipulation et aux stratégies d'infiltration.

- Aux procureurs et magistrats de la république : Garantir une justice exemplaire, réactive et équilibrée, en mobilisant tous les leviers légaux disponibles dans le strict respect de l'État de droit en engageant les poursuites pénales lorsqu'une infraction est constatée en représentant l'intérêt public.

- Aux influenceurs et personnalités publiques sur les réseaux sociaux : Faire preuve de retenue dans leurs propos et privilégier les faits provenant des sources officielles et reconnues comme telles.

- Aux organisations de la société civile : Adopter plus qu'auparavant une posture inclusive et d'éducation, en promouvant le dialogue entre communautés et en accentuant les initiatives de sensibilisation et de renforcement de capacités pour la paix et le vivre ensemble harmonieux

- Aux plateformes numériques ayant un regard sur la situation du Cameroun : Agir activement en améliorant la modération des contenus pour faire face au désordre informationnel. Pour ce faire, développer des partenariats avec des organisations locales pour limiter la portée des fausses nouvelles et sensibiliser sur les enjeux de la désinformation et des discours haineux.

- Aux citoyens camerounais & diaspora : Faire preuve de responsabilité individuelle en ne relayant pas les informations douteuses ou les messages haineux. Partager les messages inclusifs qui encouragent le dialogue pacifique, la tolérance et l'acceptation de l'autre malgré des divergences politiques et idéologiques. Redoublez de vigilance et développez l'esprit critique en ne partageant pas de messages douteux sans en avoir vérifié l'authenticité.

- A la communauté internationale et amis du Cameroun, il urge de soutenir et d'accentuer la collaboration pour développer des initiatives locales de promotion de la cohésion sociale et de lutte contre les discours haineux et la désinformation.

En cette période cruciale, la Coalition multi-acteurs pour la lutte contre la désinformation et les discours haineux appelle chacun à s'engager activement pour que l'intérêt général et la solidarité nationale priment à tout prix sur tout intérêt politique/partisan. C'est par notre vigilance collective, notre exigence de vérité et notre volonté de dialoguer pacifiquement pour les élections à venir, qu'on pourra construire un Cameroun meilleur.

Signé par:

1. Association Civic Watch (Civic Watch)
2. Ordre des Avocats au Barreau du Cameroun
3. Paradigm Initiative
4. Network for Solidarity, Empowerment and Transformation for All (NEWseta)
5. KTDral Consulting
6. Eduk Media
7. Sisterspeak237
8. Junior Chamber International (JCI)
9. Cameroon National Youth Council (CNYC)
10. Action pour le Respect des Droits de l' Homme et la Dignité Humaine(ARDHU)
11. Big Steps Outreach Network (BONET)-Cameroon
12. StopIntox
13. Association des Blogueurs du Cameroun (ABC)
14. Global Initiative For Digital Inclusion and Communication (GIDICOM)
15. United Youth Organisation (UYO)
16. Local Youth Corner (LOYOC)